

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Protester ou changer la société

Le NPA et la question du pouvoir

- Politique - A Gauche -

Date de mise en ligne : dimanche 7 décembre 2008

Démocratie & Socialisme

La LCR, par la voix d'Olivier Besancenot appelle à créer un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Cet appel s'appuie sur un besoin de radicalité ressenti par de larges couches du salariat face à la politique de Sarkozy, alors que les dirigeants actuels du principal parti de gauche, le Parti socialiste, ne proposent pas de politiques alternatives à la hauteur des attaques de la droite. Une droite qui veut en finir avec tous les acquis du salariat depuis 1945 (le programme du CNR est chaque jour remis en question) et nous faire revenir au « pur capitalisme » du XIXe siècle.

Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter les propositions de François Hollande pour sortir de la crise économique que la droite et le patronat (qui en portent pourtant l'entière responsabilité) entendent bien faire payer au salariat. François Hollande ne dit pas un mot sur l'augmentation du Smic, des salaires, ou des minima sociaux ! Il fait, au contraire, la proposition de baisser de 20% l'impôt sur les sociétés tout en accordant royalement aux salariés une augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire et la mise en place d'un chèque transport se traduisant, d'ailleurs, par une nouvelle déduction fiscale au profit des entreprises...

Cet appel s'appuie aussi sur la popularité acquise par Olivier Besancenot dans les médias. Il est évident que ce n'est pas le fruit du hasard si les grands médias qui n'ont jamais rien refusé à Sarkozy ont décidé de mettre en valeur le promoteur du NPA. Leur but est évident, ils veulent diviser la gauche en deux parties irréconciliables : une gauche radicale et une gauche social-libérale. C'est dans la même optique qu'il essaie d'imposer un duel Royal-Delanoë, au mieux arbitré par les « Reconstructeurs », au sein du PS. Un tel clivage de la gauche assurerait la victoire sans difficulté de la droite à toutes les consultations électorales d'importance : présidentielles et législatives. Pour autant, il serait hors de propos de condamner le choix d'Olivier Besancenot d'aller défendre son programme partout où il le peut (chez Drucker par exemple). C'est de bonne guerre et il a parfaitement raison de le faire. Il ne devrait pas pour autant ignorer les calculs de la droite lorsqu'elle lui facilite l'accès aux grands médias et en tirer toutes les conséquences, notamment concernant la question du pouvoir et de l'alternative à opposer à la politique de la droite. Il ne s'agit pas seulement de témoigner, mais de battre la droite. Le grand problème de la LCR était de se limiter à n'être qu'un parti de contestation. Un parti qui faisait, certes, des propositions mais qui n'indiquait jamais avec quelles alliances il pourrait les mettre en oeuvre. Le NPA a la possibilité de rompre avec une telle politique et de poser une question que la LCR ne posait jamais concrètement : la question du Pouvoir. L'impression qui dominait était que cette organisation en était restée à la volonté de postuler au pouvoir uniquement dans le cas d'une généralisation des conseils ouvriers, voire d'un « armement (tout aussi généralisé) du prolétariat ». Mais jamais, cette option fondamentale, qui aurait fait fuir nombre de sympathisants de la LCR, n'était ouvertement défendue, à l'exception de la campagne d'Alain Krivine aux élections présidentielles de 1969.

Nous sommes parfaitement d'accord avec Olivier Besancenot lorsqu'il affirme que le mouvement social, la grève, la rue, sont des instruments déterminants du changement social. Jamais la SFIO, la Convention des Institutions Républicaines, le Ceres n'auraient pu créer le Parti socialiste d'Epinais sans l'énorme secousse de mai-juin 1968. Cependant, mai-juin 1968 comme d'ailleurs 1995 et dans une moindre mesure la victoire contre le CPE en 2006, ont montré les limites d'un mouvement social sans débouché politique. Le NPA doit donc répondre clairement à la question de savoir s'il compte atteindre seul les 51% des voix à l'élection présidentielle qui lui permettront de gagner dans la foulée les législatives et de prendre le pouvoir pour changer en profondeur la société française. S'il pense pouvoir atteindre seul (ou avec les organisations « anti-libérales ») ces 51% qu'il le dise et il verra fondre ses partisans comme neige au soleil. Une telle perspective, en effet, n'est pas raisonnable et n'est d'ailleurs jamais ouvertement défendue.

S'il estime que cela n'est pas possible pour le NPA d'atteindre seul ces 51%, qu'il le dise aussi et qu'il explique avec quelles alliances et sur quel programme il compte prendre le pouvoir. Car comment espérer pouvoir changer la réalité sociale, politique, économique en France, sans chercher à prendre le pouvoir ? Cela n'a strictement aucun sens, aucune consistance. C'est uniquement en détenant ce pouvoir qu'il est possible de changer la réalité. Surtout

si on veut, comme l'affirme l'appel à la création du NPA, vouloir la changer en profondeur. La politique, c'est de l'économie et du social concentrés : il suffit de prendre la mesure de la politique menée par Sarkozy pour s'en persuader.

Que le NPA souhaite rester indépendant du PS est parfaitement compréhensible mais cela ne doit pas empêcher une alliance entre ces deux forces. Le PS, en effet, est toujours - Olivier Besancenot l'a reconnu à maintes reprises - un parti de gauche, à la différence du Parti Démocrate italien qui est devenu maintenant un parti de droite (ou du centre ce qui revient au même), c'est-à-dire un parti bourgeois.

Si le problème du pouvoir a une quelconque importance pour le NPA, il lui faut donc rompre avec la politique de la LCR et répondre à trois questions :

- ▶ A quelles conditions (notamment programmatiques) le NPA soutiendrait-il une majorité parlementaire ?
- ▶ A quelles conditions (notamment programmatiques) le NPA participerait-il à une majorité parlementaire ?
- ▶ A quelles conditions (notamment programmatiques) le NPA participerait-il à un gouvernement de toute la gauche ?

Si le NPA expliquait clairement à quelles conditions il accepterait de soutenir ou participer à une majorité parlementaire, à quelles conditions, il participerait à un gouvernement, cela aiderait à changer la nature des débats au sein du PS, cela marginaliserait totalement Bayrou et sa politique de droite, cela aiderait la gauche du PS à ancrer ce parti à gauche.

Cela contribuerait, enfin, à initier un cercle vertueux où la perspective d'un débouché politique réellement alternatif à la politique néolibérale, encouragerait le mouvement social et où le renouveau du mouvement social renforcerait l'orientation à gauche de tous les partis de gauche et en premier lieu du Parti socialiste.

L'important n'est pas de participer mais de gagner. La NPA a la possibilité d'agir en ce sens. Encore faudrait-il qu'il accepte de rompre avec la politique de la LCR et agisse comme le fait le Linkpartei qui, en Allemagne, propose systématiquement aux sociaux-démocrates du SPD de gouverner ensemble contre la droite.

Au niveau fédéral, comme dans les Länder. Dans la Sarre où auront lieu les prochaines élections, Oskar Lafontaine vient encore de proposer au SPD de diriger ensemble ce Land. Pourtant, le SPD pratique une politique qui n'a rien à voir avec celle du PS français puisqu'il participe à un gouvernement de coalition avec la droite, dirigé par la leader de la CDU (l'équivalent de l'UMP), Angela Merkel.

Jean-Jacques Chavigné